



CONDITIONS GENERALES DE VENTE CIVIC.FR

(Applicables sauf en cas d'existence d'autres accords écrits)

OFFRES ET CONFIRMATIONS DE COMMANDE

- 1) La durée de validité des termes de la proposition faite est celle stipulée dans l'offre, sous réserve toutefois des ventes préalables.
- 2) Sont seules valables les commandes que nous avons confirmées par mail suite à la réception d'une commande réalisée via le site CIVIC.fr
- 3) Tout accord verbal concernant les modifications partielles des termes de l'offre ou du matériel commandé n'est valable qu'après confirmation écrite de notre part.

PLANS ET DESCRIPTIFS

- 4) Tous les plans, propositions, descriptifs techniques restent notre propriété. Ils ne peuvent en aucun cas être reproduits, ni soumis à des entreprises concurrentes, ni réalisés sans notre accord préalable.
- 5) Les données techniques, les plans et illustrations figurant dans nos catalogues ou dans tout autre imprimé, sont communiqués à titre illustratif et ne nous engagent aucunement. Nous nous réservons le droit de modifier ceux-ci avant toute acceptation de commande.

PRIX – TRANSPORT- ASSURANCES

- 6) Nous nous réservons le droit de modifier nos prix en fonction de l'évolution des coûts matières. Les conditions tarifaires du site internet CIVIC.fr sont valables exclusivement pour la France métropolitaine.
- 7) Les frais d'expédition FOB sont à la charge de l'acheteur, ainsi que les couvertures d'assurance.

EMBALLAGES

- 8) Les frais d'emballage sont inclus dans nos prix, et le matériel de l'emballage n'est pas repris. L'acheteur en fera son affaire, dans une logique responsable. Il nous revient d'en déterminer la nature en fonction du moyen de transport utilisé.

LIVRAISON

- 9) Le délai de livraison (délai d'expédition) prend effet à dater du jour où tous les délais relatifs à la commande sont réglés y compris le respect des conditions de paiement déterminées précédemment.

Pôle dédié à l'hygiène professionnelle. Fabrication française.

Banderoler-eco.com SAS au capital de 30 000 € - Siège : 32, rue de Charette - 28140 TERMINIERS - France

SIRET : 517 473 583 000 14 - TVA : FR 72 517 473 583 - RCS : 517 473 583 Chartres - Tél : **33 (0) 2 37 18 58 13** - Fax : 33 (0)2 37 32 14 22 -

contact@civic.fr - **www.civic.fr**



Les conditions du site internet CIVIC.fr sont valables exclusivement pour la France métropolitaine.

- 10) Le délai d'expédition peut se trouver modifié à la suite de grèves, blocages, catastrophes naturelles, y compris les délais étant le fait de sous-traitants.
- 11) Tout retard survenant lors de l'expédition ne peut donner à l'acheteur, ni le droit d'annuler sa commande, ni celui de refuser la livraison, ni celui de ne pas respecter les conditions de paiement. Aucun dédommagement ne peut être consenti pour tout manque à gagner, toute perte de profit ou tout encouru par suite d'un retard de livraison.

PROPRIETE

- 12) Les marchandises livrées restent notre propriété jusqu'à ce que tous les paiements aient été effectués, et dans cette attente l'acheteur s'engage à assurer la marchandise pour l'entièreté de sa valeur.

GARANTIE

- 13) Conformément aux conditions ci-dessous, nous nous engageons à remédier dans un délai d'un an, à toute défectuosité résultant d'un défaut de construction, matériel ou ouvrage, pour lequel une recommandation écrite nous serait parvenue dans les 3 mois suivant la date d'expédition, et ce à condition que le fonctionnement journalier maximum n'excède pas 8 heures. En ce qui concerne le matériel ne provenant pas de notre usine, et faisant partie de nos fournitures, nous appliquerons la garantie qui est consentie par le fournisseur sous-traitant. Nos conditions de location sont définies dans nos Conditions Générales de Location.
- 14) Lorsque l'acheteur nous signale toute défectuosité selon les termes de l'article 13, nous nous engageons à réparer en nos ateliers, ou à remplacer sans frais, à l'usine, la ou les pièces défectueuses. Les pièces défectueuses peuvent nous être réexpédiées, port payé, l'attente des pièces de remplacement se faisant à la charge et aux risques de l'acheteur.

L'acheteur est en droit de faire appel à notre service de maintenance sur place. Nous déclinons toute responsabilité pour tous travaux de réparation qui auront été effectués par d'autres entreprises sans notre accord écrit préalable.

- 15) L'usure normale ou accidentelle, ainsi que les dommages causés aux machines à la suite d'une mauvaise manipulation par l'acheteur (l'utilisateur) ne sont pas couverts par la garantie ci-dessus. Nous rompons tout engagement de notre part et déclinons toute responsabilité pour les conséquences entraînées pour toute amélioration ou modification effectuées par l'acheteur pour sa convenance personnelle, dans l'aménagement et / ou la construction de nos fournitures (mauvaise correction, manque de précision).

Pôle dédié à l'hygiène professionnelle. Fabrication française.



Aucun dommage ne peut être consenti pour tout manque à gagner, perte de bénéfice, dommage à la propriété, injure à personne ou autres coûts causés par nous à la suite de pièces ou matériel défectueux ou vice de forme constatés dans les marchandises livrées.

EQUIPEMENT COMPLEMENTAIRE

- 16) Les équipements complémentaires doivent faire l'objet de conditions de vente et de livraison particulières.

ANNULATION

- 17) L'annulation des accords passés ne peut être faite sans notre consentement. En cas de frais résultant de cette transaction, il nous est loisible de réclamer des dommages compensatoires.

Les ventes en ligne sont considérées comme étant réalisées à des professionnels. A ce titre, les conditions tarifaires sont mentionnées Hors Taxes et sont complétées systématiquement pour leur paiement de la TVA en vigueur pour chaque typologie de produit. Tout achat réalisé sur le site internet CIVIC.fr ayant fait l'objet d'une validation de nos conditions générales de vente en cochant la case correspondante, après avoir pris connaissance de nos conditions générales de vente, qui sont en libre accès et téléchargement sur notre site internet, est réalisé entre professionnels et ne peut pas faire l'objet d'une annulation ou d'un délai de rétractation.

LITIGES

- 18) A défaut d'accord amiable, il est de convention expresse que tout litige sera de la compétence exclusive du Tribunal de commerce de Chartres.

Pôle dédié à l'hygiène professionnelle. Fabrication française.